

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

**Direction de l'Administration et des
finances**
Service Achats Marchés

Dossier suivi par :
Service des achats marchés

Ligne directe :
01-56-29-15-97

Fax direct :

E- mail :
lydia.musilli@anses.fr

N. Réf. :

V. Réf. :

Prestations de service de ribodéplétion et
séquençage haut Débit « short reads » sur extraits
d'ARN pour l'Unité de Quarantaine du Laboratoire
de la Santé des Végétaux (LSV) de l'Anses

**Cahier des clauses administratives
particulières**

N° 5 du 3 février 2025

Table des matières

MARCHES PUBLICS	1
ARTICLE 1 <i>Modalités du marché</i>	3
1.1 MODE DE PASSATION	3
1.2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
1.3 DUREE DU MARCHÉ	3
1.4 DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
1.5 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	3
ARTICLE 2 <i>Modalités d'exécution des prestations</i>	4
2.1 Principe d'exclusivité	4
2.2 Dérogation au principe d'exclusivité de l'accord cadre	4
2.3 Bons de commande	4
2.4 LIEU D'EXECUTION	4
2.5 DELAIS D'EXECUTION	4
2.6 PENALITES	4
2.7 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	5
2.8 SUIVI DE LA PRESTATION	5
2.9 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	5
2.10 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	5
2.11 OBLIGATION DU TITULAIRE	6
2.12 SOUS-TRAITANCE	6
2.13 DOMMAGES	6
2.14 PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL	7
ARTICLE 3 <i>Clause de réexamen</i>	7
ARTICLE 4 <i>Vérification et admission</i>	7
ARTICLE 5 <i>Modalités financières</i>	7
5.1 DETERMINATION DES PRIX	7
5.2 REVISION DES PRIX	7
5.3 AVANCE	8
5.4 ACOMPTES - REGLEMENT DES COMPTES	9
5.5 FACTURATION	9
5.6 COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	10
ARTICLE 6 <i>Assurances</i>	10
ARTICLE 7 <i>Litiges</i>	10
ARTICLE 8 <i>Personne habilitée a fournir les renseignements article R 2191-59 du code de la commande publique</i>	10
ARTICLE 9 <i>Résiliation</i>	10
ARTICLE 10 <i>Dérogations au CCAG-FCS</i>	11

ARTICLE 1 MODALITES DU MARCHE

1.1 MODE DE PASSATION

Le présent marché est passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions du code de la commande publique (articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1 et R 2124-2).

1.2 OBJET ET FORME DU MARCHE

Il s'agit d'un marché de services ayant pour objet la réalisation de prestations de ribodéplétion et de séquençage haut débit « short reads » sur extraits d'ARN de plantes pour l'unité de quarantaine du LSV de l'Anses dans le cadre de son activité scientifique.

Le détail des prestations à effectuer est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande qui fixe toutes les stipulations contractuelles et est conclu, avec un seul opérateur économique suivant les conditions fixées aux articles R2162-12 et R2162-13 du code de la commande publique. Il n'est pas prévu de montant minimum.

Le montant maximum de l'accord cadre est fixé à 300 000 €HT sur sa durée totale.

Par ailleurs, les candidats sont informés à titre indicatif, dans le CCTP, de la volumétrie prévisionnelle ; cette information ne saurait engager l'Anses ni lui être opposable si le volume de commande n'est pas atteint ou est dépassé dans le cadre de l'exécution du marché.

1.3 DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter du 27/06/2025 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure. A l'issue de cette première période, le marché sera reconduit expressément trois fois par période successive d'un an. La durée totale du marché concernant chaque lot, reconductions comprises, ne pourra excéder 48 mois.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce dans les trois mois qui précèdent la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire ou non le marché ; la non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

1.4 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre du titulaire.
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

Disposition particulière :

Les conditions générales de ventes du titulaire indiquées dans les contrats et leurs annexes, dès lors qu'elles sont contraires aux dispositions du présent document et du CCAG visé supra, sont réputées non écrites et ne sont pas opposables au présent contrat.

1.5 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

En application de l'article 3.1 du CCAG/FCS, la notification au titulaire des décisions ou informations de l'Anses qui font courir un délai peut être faite par voie postale, remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

ARTICLE 2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

2.1 Principe d'exclusivité

L'accord cadre est un système fermé pendant toute la durée de son exécution. Une fois conclu, seul le titulaire de l'accord cadre peut se voir attribuer les bons de commande.

Le principe d'exclusivité est garanti au titulaire

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

2.2 Dérogation au principe d'exclusivité de l'accord cadre

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter la prestation dans les délais contractuels, en raison soit d'une pénurie de consommables et/ou de réactifs, soit d'un problème technique, soit en période de fermeture de la société, l'Anses se réserve la possibilité de commander ces prestations auprès d'un opérateur économique autre que le titulaire du marché.

2.3 Bons de commande

Les prestations font l'objet de l'émission de bons de commande établis sur la base des prix annexés à l'acte d'engagement et notifiés au titulaire. Les commandes sont transmises par tout moyen (courrier, mail...).

Chaque bon de commande précise :

- Les références du marché ;
- Le détail des prestations commandées ;
- Le délai d'intervention ;
- Le laboratoire concerné ;
- L'adresse précise du ou des lieu(x) de livraison ;
- Le (s) prix unitaire(s) contractuel(s) HT, le taux de TVA applicable, les prix TTC ;

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, si, dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire, la personne publique n'a pas reçu de réserves de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la prestation définie dans le bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché.

2.4 LIEU D'EXECUTION

Le site de l'Anses concerné par les prestations est situé à l'adresse suivante:

ANSES-LSV- Unité de Quarantaine
6, rue Aimé Rudel
63370 LEMPDES - France

2.5 DELAIS D'EXECUTION

Le délai de remise du rapport de contrôle est défini dans l'offre du titulaire conformément aux exigences du CCTP.

Prolongation des délais : toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

2.6 PENALITES

Pénalités de retard :

En dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, en cas de retard d'exécution d'une des obligations contractuelles imputable au titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités dont le montant est calculé par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard.

En dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15 % du montant total hors taxes du bon de commande.

En dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

Le montant des pénalités vient en déduction de la facture correspondante au mois de l'infraction. Sinon, il fait l'objet d'un titre de perception à recouvrer par l'agence comptable de l'Anses.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

2.7 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire du marché doit s'inscrire dans un engagement global en faveur du développement durable en prenant notamment en compte les enjeux environnementaux dans l'exécution de la prestation. Au-delà d'une simple déclaration d'intention, le titulaire du marché devra être en mesure en cours d'exécution du contrat de démontrer sa capacité à améliorer de façon continue les performances environnementales et/ou les maintenir à un niveau élevé et ainsi en faire notamment bénéficier l'Anses.

2.8 SUIVI DE LA PRESTATION

En application de l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Anses, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire communique, les noms, la qualité et les coordonnées des personnes composant l'équipe de travail dédiée à l'exécution du marché dès la réception de la notification du marché.

En cas d'absence ou de défection d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, remettant en cause le respect du planning, le titulaire doit en aviser immédiatement l'Anses. En outre, il doit prendre les dispositions pour que l'exécution de la prestation ne s'en trouve pas compromise.

En dérogation au délai fixé à l'article 3.4.3, la désignation d'un remplaçant de niveau au moins équivalent doit intervenir dans un délai de 15 jours ouvrables. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation de tarif.

Pendant toute la durée du marché, l'Anses se réserve le droit de récuser le personnel qui s'avèrerait inadapté à l'exécution des prestations ou qui ne satisferait pas aux règles de sécurité en vigueur. Le titulaire procédera à son remplacement dans un délai de 15 jours.

2.9 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

2.10 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les Parties s'engagent à respecter la législation applicable en matière de protection de données à caractère personnel et de respect de la vie privée et notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi informatique et libertés n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée. Si le cocontractant est amené à traiter des données personnelles au nom de l'Anses, un document spécifique sera signé entre les parties. Ce document définira notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, ainsi que les obligations et les droits des Parties.

2.11 OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage sur une obligation de résultat.

La bonne exécution du marché suppose que le titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'Anses quelle que soit la nature des problèmes évoqués. Ce responsable, désigné par le titulaire, est l'unique interlocuteur pendant toute la durée du marché. Toute décision ayant une incidence directe sur la réalisation et/ou la logistique de l'événement (programme, planning, ...) doit être préalablement et expressément approuvée par l'Anses.

Pendant l'exécution du marché, le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit. Les préposés du titulaire affectés à la réalisation des prestations resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

2.12 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 et aux dispositions du code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Dans tous les cas de figure, seul le titulaire du marché demeure l'interlocuteur du pouvoir adjudicateur et est responsable de l'ensemble des prestations fournies par son sous-traitant.

La demande de sous-traitance peut intervenir au moment du dépôt de l'offre ou après le dépôt de l'offre dans les conditions définies aux articles L 2193-1 à L2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Ce formulaire est dûment rempli et signé en original par le titulaire, (le cas échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA),
- la fiche fournisseur jointe au DCE,
- un extrait Kbis,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- un RIB ou RIP,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
 - qualification(s) professionnelle(s) ou équivalent,
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 3 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Sous-traitance non déclarée- PENALITE

Le titulaire encourt une pénalité de 100 € jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable.

2.13 DOMMAGES

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer:

- aux personnels de l'Anses ou à des tiers,
- aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

2.14 PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail définis en annexe 1 du présent CCAP.

ARTICLE 3 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le marché pourra faire l'objet de modifications, quel qu'en soit le montant, dans les conditions définies ci-après.

Ajout de prestations :

- Ajout, à la demande de l'Anses, d'une ou plusieurs prestations, entrant dans l'objet du marché, non initialement prévue(s) et devenues nécessaires.
- Ajout d'une prestation ou plusieurs prestations avec un nombre de reads pouvant être inférieur ou supérieur à celui initialement annoncé dans l'offre.

Dans ce cas, le titulaire établira, à la demande de l'Anses, un devis décrivant le prix et les conditions de la prestation à réaliser, sur la base des conditions tarifaires définies par le présent marché pour une prestation similaire.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant au présent marché.

Autres modifications :

Par ailleurs, suivant le contexte économique, des modifications pourront porter sur l'ensemble des dispositions relatives à la révision des prix pendant la période liée à la nouvelle conjoncture économique.

Ces modifications seront effectuées à la demande du titulaire ou de l'acheteur et d'un commun accord entre les parties et feront l'objet d'un avenant. A l'extinction du fait générateur, les parties conviendront d'un retour aux conditions normales d'exécution du marché.

A défaut d'accord entre les parties dans un délai de 60 jours suivant la date de réception de la demande de réexamen, le contrat est résilié par l'acheteur sans indemnité en dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.

ARTICLE 4 VERIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

En dérogation aux dispositions des articles 29.2 et 30.1 du CCAG FCS, à l'issue des opérations de vérification qualitatives et quantitatives, la certification du « service fait » dans l'outil comptable par le pouvoir adjudicateur vaut admission des prestations.

L'Anses peut également prendre une décision écrite expresse en cas d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire.

ARTICLE 5 MODALITES FINANCIERES

5.1 DETERMINATION DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix de l'accord cadre sont unitaires et révisables.

5.2 REVISION DES PRIX

Pour la première période d'exécution du marché les prix sont fermes.

Pour les périodes suivantes, les prix du marché sont révisables, à date anniversaire du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0.15 + 0.85 \times [0,7 \times \frac{I_{CHTrev-TS} - I_{TS} \text{ imeo}}{I_{CHTrev-TS} \text{ imeo}} + 0,3 \times \frac{FSD2}{FSD2o}]) \text{ dans laquelle :}$$

P = prix révisé

Po = prix initial

Référence de lecture des indices : publications INSEE, BOCCRF, Le Moniteur.

ICHTrev - TS ime = dernier indice connu au premier jour du mois de la demande de révision, relatif au coût horaire du travail révisé tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques - identifiant INSEE 001565195 ;

ICHTrev - TS ime o =

- Pour la 1^{ère} demande de révision des prix = indice du mois de remise de l'offre (date de signature de l'offre), relatif au coût horaire du travail révisé tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques - identifiant INSEE 001565195 ;
- Pour les demandes de révision des prix successives : indice appliqué lors de la précédente révision annuelle relatif au coût horaire du travail révisé tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques - identifiant INSEE 001565195.

FSD 2 = dernier indice connu au premier jour du mois de la décision ou de la demande de révision, relatif aux frais et services divers 2 ;

FSD 2o =

- Pour la 1^{ère} demande de révision des prix : indice du mois de remise de l'offre, relatif aux frais et services divers 2.
- Pour les demandes de révision des prix successives : indice appliqué lors de la précédente révision annuelle relatif au relatif aux frais et services divers 2.

Mise en œuvre:

La demande de révision se fait à l'initiative du titulaire, au plus tard un mois avant l'application du nouveau prix.

Le titulaire présente à **l'Anses – Direction de l'Administration et des Finances - service achats/marchés publics (14 rue Pierre et Marie Curie 94701 Maisons-Alfort cedex)** sa demande de révision en indiquant de manière claire le nouveau prix et ses modalités de calcul.

Si à la date d'application du nouveau tarif, l'Anses n'a ni validé ni infirmé le calcul effectué, la demande de révision est considérée comme acceptée à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée sur les références de lecture des indices ou d'erreur dans la mise en œuvre de la formule de révision, l'Anses procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop-perçu ou à l'émission d'une facture complémentaire.

L'acceptation du nouveau tarif constitue, une fois pour toutes, le document de référence pour toutes les factures émises par le titulaire au titre du marché jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Clause de butoir et de sauvegarde :

Si hausse annuelle du prix résultant de la révision annuelle précédente excède 3 %, l'Anses se réserve la faculté de limiter l'augmentation à 3% ou de résilier le marché sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS.

5.3 AVANCE

L'option B prévue à l'article B. 11.1 du CCAG/FCS est retenue.

En application des articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire, sauf renonciation expresse indiquée dans l'acte d'engagement, dans l'hypothèse où le bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Si la durée des prestations est inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant TTC du montant forfaitaire du marché ou du bon de commande.

Si la durée des prestations est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 10 % de la somme égale à 12 fois le montant TTC du bon de commande divisé par la durée du montant forfaitaire du marché ou du bon de commande exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'Anses se réserve la possibilité de récupérer l'avance dès la première facture.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

5.4 ACOMPTES - REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations, objet du marché qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit au versement d'acomptes (article R 2191-20 du code de la commande publique).

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre. Conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de trente jours à réception des factures par le pouvoir adjudicateur sous réserve d'exigibilité de celles-ci à cette date.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de remise en paiement du principal, suivant la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

5.5 FACTURATION

Présentation des demandes de paiement :

Les factures sont établies en fonction des prestations effectivement réalisées et admises sur la base des prix tels qu'ils figurent dans le bon de commande émis selon les prix figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU).

Facturation électronique

Les factures sont établies en fonction des prestations effectivement réalisées et admises, conformément aux bons de commande émis sur la base des prix tels qu'ils figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les factures devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

➤ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).

➤ Éléments concernant la facture :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries

➤ Éléments concernant la prestation facturée :

- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du marché ou le cas échéant le numéro du bon de commande.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Anses : FR 54 130 012 024.

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Anses le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.



Le dépôt de vos factures doit se faire obligatoirement sur le portail Chorus Pro (WWW.CHORUS-PRO.GOUV.FR/ ; solution gratuite). Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.

Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser : 130 012 024 00183
- Numéro d'engagement à utiliser : le numéro de **CENG** ou du bon de commande (**CBDC**) ou **mention FDIR** en cas de dépense directe.

Il n'est pas souhaitable que les factures soient envoyées à la fois par mail, et/ou par Chorus Pro et/ou par voie postale. **La multiplication des envois peut être source d'erreurs et nuire considérablement au délai global de traitement de vos factures. Il est demandé un seul envoi sur un seul support.**

Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées selon les modalités susvisées, le contact est SERVICEFACTURIER@ANSES.FR ou 01.77.74.17.22

5.6 COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS

Monsieur l'agent comptable principal de l'Anses

14 rue Pierre et Marie Curie

94701 Maisons-Alfort Cedex

ARTICLE 6 ASSURANCES

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par l'ANSES par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de quinze jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

ARTICLE 7 LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable suivant les dispositions du code de la commande publique (L2197-3 à L2197-4, L2397-1 et R2197-1, R2197-16, R2197-23 à R2197-24).

Pour connaître d'éventuels litiges ne recevant pas de solution amiable, les tribunaux administratifs français sont seuls compétents conformément aux règles de compétence en la matière.

ARTICLE 8 PERSONNE HABILITEE A FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS ARTICLE R 2191-59 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Monsieur le Directeur général de l'Anses

14 rue Pierre et Marie Curie

94701 MAISONS-ALFORT Cedex

ARTICLE 9 RESILIATION

L'Anses a la faculté de résilier le présent accord cadre dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 38 du CCAG/FCS, ils peuvent être résiliés par l'Anses à tout moment qu'il y ait ou non faute du titulaire.

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations ou en cas de résiliation pour faute du titulaire, l'Anses pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 45 du CCAG/FCS.

Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché ou d'une autre commande après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

ARTICLE 10 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 2.3 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS

L'article 2.6 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/FCS

L'article 2.8 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS

L'article 3 déroge aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS

L'article 4 du CCAP déroge aux articles 29.2 et 30.1 du CCAG/FCS

L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 38 du CCAG/FCS